

Rien de nouveau en Afrique du Sud

Il y a un an, "forum" avait publié un dossier sur l'Afrique du Sud pour dénoncer le racisme qui y est érigé en système de gouvernement ("forum", No 64/21.5.83, toujours disponible). Entre-temps des accords ont été signés entre la république de l'"Apartheid" et l'Angola ainsi que le Mozambique, accords qui ont été présentés dans la presse occidentale comme preuves de la bonne volonté sud-africaine pour arriver à une solution du problème de l'indépendance de la Namibie, voire du "problème noir" (!) en général en Afrique australe. "Entraide et Fraternité", organisation soeur de "Bridderlech Deelen" en Belgique, insiste dans un "flash" (No 84 - 167 du 10.6.84) sur la persistance du racisme pour s'insurger contre la visite du premier ministre P.W. Botha en Europe et en Belgique. Nous en reprenons le texte comme suite à notre dossier de mai 1983.

UN ETAT OFFICIELLEMENT RACISTE ...

L'Afrique du Sud est le seul Etat au monde qui soit officiellement un Etat raciste; la discrimination raciale y constitue le fondement de toutes les institutions étatiques et de toute la politique gouvernementale puisque le pouvoir politique en Afrique du Sud est exclusivement blanc. Le gouvernement ne représente que la seule minorité blanche: 4,5 millions sur un total de près de 29 millions de Sud-Africains.

Malgré les apparences, aucun changement n'est intervenu dans le régime d'apartheid.

Ainsi, la "réforme constitutionnelle" qui prévoit l'établissement d'un Parlement à trois chambres (avec aussi 3 restaurants différents!) respectivement pour les Blancs, les Métis et les Indiens, est raciste dans son essence, car cette réforme exclut la majorité africaine de toute participation au pouvoir politique et est liée à la politique des Bantoustans. Ce projet veille à ce que le pouvoir ultime demeure au sein de la minorité blanche: le Président, chef de l'Exécutif, reste choisi par un collège électoral dominé par les Blancs.

En fait, le Gouvernement de P.W. Botha n'a en rien renoncé à l'objectif d'une Afrique du Sud blanche qu'il poursuit dans la politique des Bantoustans, essence même de l'apartheid.

... QUI RECOURT A LA VIOLENCE CONTRE LA MAJORITE OPPRIMEE

Aujourd'hui comme hier, la mise en oeuvre de la politique d'apartheid va de pair avec une violence et une répression systématiques, non seulement policières mais aussi militaires et armées, au-delà même des frontières du pays.

Car en Afrique du Sud, les arrestations arbitraires, les détentions sans jugement, la torture, le meurtre de détenus politiques, les massacres

de groupes et de personnes, y compris écoliers et étudiants, qui opposent une résistance non violente à l'apartheid (pour mémoire, Sharpeville 1960, Soweto 1976, Ciskei 1983), les condamnations à la peine capitale de résistants au régime, la militarisation croissante de la société sud-africaine constituent les caractéristiques essentielles de ce régime.

Successivement Ministre de la Défense nationale (durant 12 ans), puis Premier Ministre (depuis 1978), P.W. Botha est l'un des principaux responsables de la militarisation du régime d'apartheid et de la politique de répression armée. C'est en effet en 1977 que l'Afrique du Sud a adopté la "stratégie de guerre totale" liée à la doctrine de "sécurité nationale": selon celle-ci, toute personne qui, en Afrique du Sud, lutte pour des droits politiques égaux et pour la justice sociale est un ennemi de l'Etat qui doit être mis hors d'état de nuire, et tout gouvernement africain qui soutient, même passivement, ces revendications légitimes, est considéré comme un ennemi qui doit être combattu.

... FACE A UNE RESISTANCE ORGANISEE

L'oppression exercée par le régime d'apartheid a toujours engendré la résistance, dont la légitimité est universellement reconnue par les Nations Unies. C'est une résistance non raciale qui englobe, aux côtés de la majorité noire opprimée, un nombre croissant de Blancs, parmi lesquels de nombreux chrétiens. La plupart des Eglises sud-africaines appellent d'ailleurs les chrétiens à résister à l'apartheid et encouragent l'objection de conscience au sein de la minorité blanche.

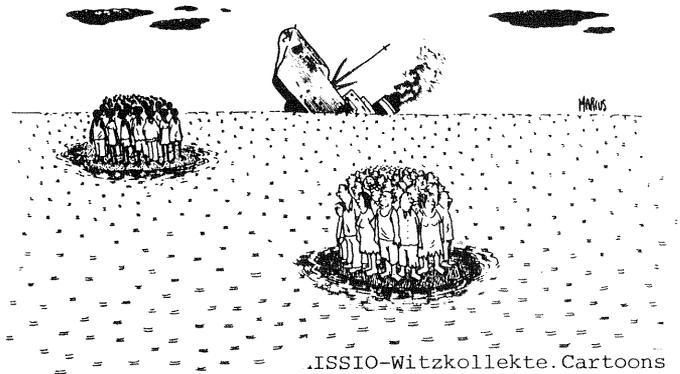
Les organisations les plus représentatives du peuple sud-africain en lutte sont l'"African National Congress", mouvement de libération nationale, et le "United Democratic Front". Ce dernier, fondé en 1983, regroupe plus de 400 organisations. Un de ses dirigeants est le Révérend A. Boesak, président de l'Alliance mondiale des Eglises Réformées. Ces organisations ont mis l'opinion publique internationale en garde contre l'illusion que l'accord récemment signé avec le Mozambique puisse être interprété comme traduisant une volonté de changement et de modération du régime d'apartheid.

Se référant à ce même accord, l'Evêque anglican Tutu, Secrétaire général du Conseil sud-africain des Eglises, de passage récemment en Europe, a, dans une interview accordée à la BRT, comparé le régime d'apartheid au régime nazi et il n'a attaché à cet accord pas plus de valeur qu'à un traité conclu par l'Allemagne nazie. Il a encore affirmé la détermination du peuple sud-africain d'accroître la résistance contre un tel régime oppresseur.

QU'EN EST-IL ALORS DES ACCORDS AVEC L'ANGOLA ET LE MOZAMBIQUE?

La signature de l'accord de Lusaka le 16 février 1984 entre l'Angola et l'Afrique du Sud et la conclusion d'un pacte de non-agression entre l'Afrique du Sud et le Mozambique un mois plus tard, ne signifient pas l'abandon par l'Afrique du Sud de sa politique agressive en Afrique australe.

L'accord du 16 février dernier prévoit le désengagement des troupes sud-africaines de l'Angola. Celui-ci s'engage, pour sa part, à ce qu'aucune opération militaire ne soit menée à partir de l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud. Remarquons que cet accord intervient après que l'Afrique du Sud se soit heurtée à une résistance



ISSIO-Witzkollecte. Cartoons

militaire très forte en Angola, qui a rendu le coût de son agression particulièrement élevé. Il fait suite également à deux condamnations successives de son agression par le Conseil de Sécurité où, pour la première fois, les USA n'ont pas opposé leur droit de veto à des résolutions exigeant le retrait inconditionnel des troupes sud-africaines du territoire angolais.

Quant à l'accord conclu le 16 mars à Nkomati, entre l'Afrique du Sud et le Mozambique, il doit être replacé dans le contexte de la politique de l'Afrique du Sud à l'encontre des Etats de la Ligne de Front.

A la veille de l'accession du Zimbabwe à l'indépendance, l'Afrique du Sud avait rendu public un plan de constellation d'Etats destiné à regrouper, aux côtés des Bantoustans sud-africains, les Etats indépendants de la région dans une "alliance" économique et stratégique dont l'Afrique du Sud assurerait le leadership. Le Zimbabwe devait être un des piliers de ce plan qui fut rejeté par les 9 Etats de l'Afrique Australe. Ceux-ci signèrent, en mars 1980, la Déclaration de Lusaka, fondement même de la SADCC (Coordination de la Conférence pour le Développement de l'Afrique Australe), c.-à.-d. une nouvelle forme de coopération économique organisée entre les Etats de la région afin de réduire leur dépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud.

De par sa situation géographique et en raison de ses liens étroits avec le Zimbabwe, le Mozambique était appelé à jouer un rôle crucial dans cette coopération internationale, ce que l'Afrique du Sud s'est acharnée à empêcher.

Contrairement à la stratégie appliquée à l'Angola, où les troupes sud-africaines ont envahi et occupé des parties très importantes du territoire angolais, l'agression sud-africaine au Mozambique s'est faite principalement par le biais de bandes armées "mozambicaines", opérant pour le compte du régime d'apartheid. Face à l'effondrement de l'économie causé par cette politique de déstabilisation et par les calamités naturelles, les autorités mozambicaines ont été obligées de signer l'accord de non-agression qui devrait, selon elles apporter un répit indispensable à la reconstruction nationale.

En fait, ces accords ne témoignent pas d'une volonté de changement du régime d'apartheid. Ils constituent simplement des phases d'une politique dont l'objectif demeure d'assurer la continuation du régime.

Dans ces conditions, recevoir P.W. Botha, dirigeant de l'Etat raciste sud-africain, ne peut que contribuer à légitimer ce régime et à créer dans l'opinion publique l'impression fallacieuse que les récents accords ouvrent la voie à un règlement des problèmes de l'Afrique Australe conforme aux droits et aspirations des peuples de ces pays.